

**MIXITÉ**

**L'industrie nucléaire**  
veut attirer des femmes  
**p. 8**

**EMPLOYABILITÉ**

Pour que le chômage  
**de longue durée** ne soit  
pas une fatalité **p. 10**

**MANAGEMENT**

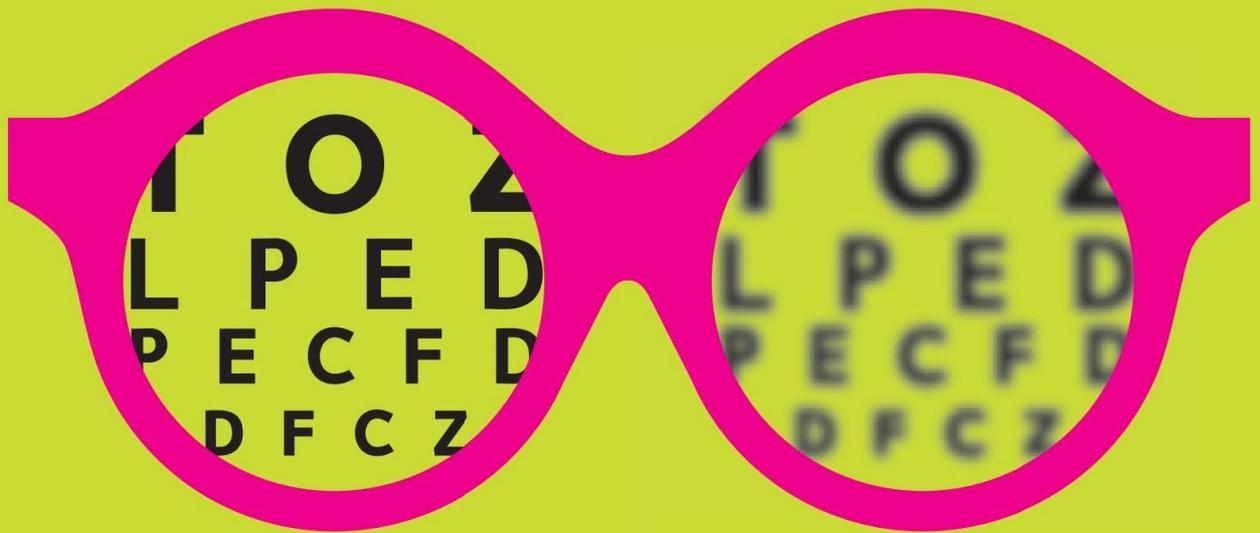
À la Semitan, la marche  
favorise **la cohésion**  
**p. 15**

no 1591 du 19 au 25 septembre 2022 - 5,70 €

# Entreprise & Carrières

L'HEBDOMADAIRE DES RESSOURCES HUMAINES ET DU MANAGEMENT

[www.info-socialrh.fr](http://www.info-socialrh.fr)



**SANTÉ AU TRAVAIL**

# ATTENTION LES YEUX !

ISSN : 1955-5687

© SIRIKORNT/STOCKADOBEE.COM

## — LE POINT SUR —

## REPORTAGE

# CONCARNEAU EN ROUTE VERS LA LABELLISATION

► Ateliers jardin ou bricolage, informatique, livres... Les personnes au chômage longue durée de l'agglomération de Concarneau sont invitées à participer collectivement à des activités qui leur permettent de renouer un lien social et surtout, de participer à l'élaboration de leur futur emploi potentiel.

**R**endez-vous au jardin. Ici, au cœur de Kerandon, quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV), à Concarneau (Finistère), on sème, on récolte et on cultive les échanges, dans un jardin dit partagé, dont une parcelle a été mise à disposition par le centre social La Balise. Yves Romaire a ainsi trouvé, au pied de son immeuble, de quoi exploiter ses connaissances en jardin biologique et surtout, une occasion rêvée de se remettre dans la course. Il est le référent et l'animateur de l'atelier jardin, l'une des activités proposées par l'association Concarneagglo-TZCLD. À 59 ans, Yves se désigne lui-même comme « le cas typique des personnes concernées par la démarche », sourit-il. Après une vie professionnelle dense, dans la restauration,



Yves Romaire, référent jardin, Lisa Le Run cheffe de projet, Mathilde Sauge, chargée de mobilisation des personnes privées d'emploi, Pierre Le Gars, coprésident de l'association Concarneagglo-TZCLD.

notamment, où il a pu diriger des équipes, il « craque » face à la pression de son dernier job. Et peu à peu, « tombe » dans le chômage longue durée. Un jour, il est appelé pour faire partie d'une aventure dans laquelle il s'embarque avec enthousiasme. « J'ai été tout de suite emballé par le projet TZCLD, qui est pour moi une occasion d'échanges incroyables avec des gens en difficulté et représente un espoir pour nous tous », dit-il. Deux fois par semaine, il accueille qui veut aider « en fonction de ses envies et de ses possibilités physiques ».

## UN CONSENSUS SUR LA DÉMARCHÉ

Le jardin est ainsi devenu l'un des ateliers pivots de la démarche dans laquelle s'est officiellement engagée Concarneau en 2021, « sous l'impulsion de la société civile », précise Pierre Le Gars, militant CFDT, l'un des initiateurs et fondateurs du projet, également coprésident de l'association. Cette ville portuaire et son agglomération (environ 60 000 habitants au total) « ont fortement souffert de la

désindustrialisation, indique-t-il, laissant sur le carreau nombre de travailleurs peu qualifiés, au chômage depuis plusieurs années et qui se sont peu à peu enkystés » dans une situation à laquelle peu d'issues semblaient possibles, apparemment. En décembre 2021, le message est passé. Les nouveaux élus de l'agglomération réunissent tous les partenaires de l'emploi et de la réinsertion – associations, structures d'insertion... Les entreprises sont également démarchées et « un consensus se fait sur la possibilité de s'engager dans la démarche TZCLD, explique Pierre Le Gars. Le vote de la seconde loi, qui prévoit l'engagement de 50 territoires supplémentaires, a certainement rassuré les élus ». Le périmètre est défini : le grand centre-ville, les QPV et toutes les zones d'activités. Une gouvernance tripartite agglomération-ville-associations du CLE (comité local pour l'emploi) est définie et l'agglomération recrute une cheffe de projet. Première étape : trouver un lieu d'accueil et imaginer des activités pour fédérer les demandeurs d'emploi concernés, leur

présenter le projet et, en respectant l'un des principes de base du programme, identifier leurs besoins et leurs envies pour définir avec eux des activités nouvelles sur le territoire.

## 40 PERSONNES RÉPONDENT À L'APPEL

Avec d'abord des tractages intensifs, des discussions informelles sur les marchés, au forum des associations, dans les immeubles, sur les réseaux sociaux, dans les associations... « Certaines personnes ne se rendent même plus aux convocations de Pôle emploi », constate Yves Romaire, amené notamment à présenter le projet aux conseillers Pôle emploi du territoire, qui, peu à peu, informent également sur la démarche. Rendre visibles les invisibles, leur donner l'occasion d'échanger sans contrainte, leur offrir un espoir, tel est le but premier. Quelque 40 personnes concernées, au chômage depuis deux ans minimum, répondent à l'appel. La mairie de Concarneau met à disposition un local, Place de la mairie, point de rencontre central. Une véritable ruche en ce jour de rentrée. « Il n'y a aucune contrainte, explique Lisa Le Run, cheffe de projet. Les personnes peuvent juste venir boire un café, avoir un entretien sur leur situation avec les membres de l'association présents, participer à l'un des ateliers proposés (bricolage, informatique, bibliothèque, boîte à livres...). » Benoît, 56 ans, ancien aide médico-psychologique au chômage depuis

## — LE POINT SUR —

deux ans à la suite de difficultés personnelles, s'attable devant un café. « Pour moi, c'est une revanche sur la vie. J'ai pu proposer un service pour favoriser la mobilité des personnes qui doivent se rendre à des rendez-vous médicaux, institutionnels... Pour le moment, je donne un coup de main bénévole, mais mon vœu le plus cher est de pouvoir intégrer l'entreprise à but d'emploi (EBE) si le projet est labellisé. Mais déjà, j'ai retrouvé une vie sociale et le goût de participer... », dit-il. En attendant, il rend déjà des

services et se forme à l'informatique avec Pierre Montfort, autre coprésident de l'association, adhérent du Secours catholique, ex-responsable de ressources humaines d'un groupe industriel aujourd'hui à la retraite, qui anime l'atelier. « Nous récupérons des PC, nous les réparons et les donnons aux personnes en difficulté sociale avérée », précise-t-il. Parallèlement, Pierre Montfort reçoit en entretien toute personne cherchant une solution d'emploi et de formation. Certaines, comme Yves ou

Benoît, ont le désir d'être salariées de la future EBE. Mais dix personnes ont déjà, grâce à un accompagnement de l'association, trouvé une solution d'emploi ou/et de formation. Pour les autres – « celles pour lesquelles il n'y a pas de solution immédiate », précise Lisa Le Run –, l'EBE peut représenter un véritable espoir, dans des domaines d'activité qui font l'objet actuellement d'études de marché. « L'une de transformation de fruits et légumes locaux pour alimenter notamment la cuisine centrale de la

ville, détaille-t-elle, une filière de réemploi de matériel sur le port et en déchèterie, une activité de services aux particuliers – petits dépannages, accompagnement des personnes dans leurs mobilités, et de l'agriculture urbaine... » Deux à trois ans, c'est le temps de maturation et de préparation minimum avant de pouvoir candidater, estime Lisa Le Run. « Nous présenterons notre projet en juin 2023 », dit-elle. Avec un espoir évident... ♦

DOMINIQUE PEREZ, ENVOYÉE SPÉCIALE À CONCARNEAU

### ENTRETIEN

## « LE CHÔMAGE NE DOIT PAS ÊTRE CONSIDÉRÉ AVEC UNE VISION MACRO »

► **Laurent Grandguillaume, président de l'association nationale Territoires zéro chômeur longue durée, ancien député de la Côte-d'Or et porteur de la loi d'expérimentation, fait un premier bilan.**

**Officiellement habilités fin décembre 2016, les Territoires zéro chômeur longue durée sont toujours considérés comme en phase d'expérimentation. N'ont-ils pas pourtant fait leurs preuves ?**

Nous nous considérons toujours dans cette logique, même si certains peuvent estimer que cette période est trop longue. Mais qui a défini qu'une expérimentation devait avoir une durée de cinq ans maximum ? Oui, nous continuons d'apprendre en 2022, et avec

l'élargissement du nombre de territoires, nous identifions toujours de nouvelles pratiques, qui enrichissent l'expérience. Alors, nous assumons, nous prenons le temps. Il est possible qu'en France, on ait parfois voulu aller trop vite pour mettre en place des dispositifs, concrétiser rapidement des idées et généraliser leur mise en œuvre, sans se laisser suffisamment le temps. Nous souhaitons, nous, peaufiner la démarche.

**Mais les résultats, pour vous, sont déjà là...**

Aujourd'hui, 1 300 personnes ont été embauchées dans les entreprises à but d'emploi (EBE), et même plus, car nous n'avons pas encore les données des 25 derniers territoires qui ont été habilités et sont en cours de recrutement de salariés. La durée moyenne de chômage de ces personnes était de quatre ans et demi, et 25 % d'entre elles sont en situation de handicap. Ce résultat prouve que le chômage ne doit pas être considéré avec une

vision macro, mais en prenant en compte des réalités et des vécus territoriaux qui ne sont pas tous les mêmes. D'autant que certaines personnes n'apparaissent même pas dans les statistiques, elles sont sorties de tous les viseurs...

**L'un des freins potentiels était de voir émerger des activités concurrentielles portant préjudice aux entreprises locales. La concurrence ne pourrait-elle pas s'exercer aussi concernant une main-d'œuvre « captée » par les EBE, dans un contexte de tension sur le marché de l'emploi ?**

J'ai eu cette discussion avec le président du Medef récemment : les entreprises reconnaissent que les EBE prennent des personnes qu'elles n'auraient sans doute pas embauchées en direct, il y a donc complémentarité et même création possible d'emplois. Exemple à Thiers, où l'activité couture avait été délocalisée en Chine, et qui est aujourd'hui

redynamisée grâce à l'EBE. Cela fonctionne. Dans un autre territoire, un système de transport d'un apprenti boulanger vers son lieu de travail a été organisé... C'est de forte utilité à la fois pour le jeune et l'entreprise : si le boulanger en question n'avait pas réussi à intégrer son apprenti, son chiffre d'affaires ne se serait pas développé... De plus, parmi ces personnes, certaines trouvent un emploi dans des entreprises classiques, notamment grâce à la formation et au plan de développement des compétences dans les EBE. Le souci est qu'en France, les modèles d'évaluation ne considèrent pas les externalités positives. Nous demandons à ce qu'un protocole de recherche adapté soit élaboré et d'y être associés, pour bien savoir ce qui est évalué. Nous n'avons pas été écoutés sur cette demande pour le moment, même si le ministre du Travail, Olivier Dussopt, que j'ai rencontré récemment, a dit qu'il étudierait la question. ♦ PROPOS RECUEILLIS PAR D. P.